

**24 mai 2014**

## Priorités de Québec solidaire pour la rentrée parlementaire **Luttes du secteur public et climatique, ni vues ni connues**

En dehors de l'habituel discours convenu pour la galerie contre l'atteinte rapide de l'équilibre budgétaire par le moyen des coupures, la direction Solidaire s'est donnée quatre précises priorités à géométrie variable<sup>1</sup>. Celles-ci, tout comme le discours à la guimauve qui l'enrobe, ignorent complètement le grand enjeu proprement québécois de la prochaine période, les négociations du secteur public, au cœur du grand enjeu mondial de la croissance des inégalités<sup>2</sup> qui s'explique de prime abord par le grand affaiblissement syndical face au capital. Ces priorités ignorent de même la crise climatique dont les implications pour le pétrole sale concernent directement le Québec. (Pour la multiplication des guerres civiles découlant du grand jeu des grands et petits impérialismes, autre grand enjeu mondial, la direction Solidaire, respectueuse de la Constitution canadienne, s'en remet au débat sur la scène fédérale auquel elle ne participe qu'occasionnellement.)

### **Un budget annoncé pour écraser le mouvement syndical et gratifier Québec Inc.**

Le met principal de la prochaine session sera le budget de la « *rigueur* » dont le morceau de choix s'annonce comme devant être le « *gel de la masse salariale* »<sup>3</sup>. Le gouvernement Libéral prétend partager le fardeau de l'austérité entre le prolétariat (le gel, les coupures), surtout les plus pauvres (la tarification accrue), la petite bourgeoisie (l'étalement de la hausse faramineuse en faveur des médecins spécialistes) et la bourgeoisie (la révision de l'aide aux entreprises). Comme toujours, les premiers écoperont au centuple et les seconds, faisant jouer chantage des compétences et compétitivité internationale, s'en tireront à bon compte. On leur promet déjà une baisse de l'impôt sur le revenu. La table est ainsi mise pour la grande bataille (ou le grand effondrement) de la prochaine année, porte fermée ou ouverte à de drastiques coupures sociales s'étendant sur les prochains quatre ans et dont le prochain budget sera le hors-d'œuvre.

Toutefois, l'atteinte du déficit zéro dès l'an prochain, objectif repris du PQ tout comme la raison des « *conditions gagnantes* » se mue en son alter ego fédéraliste, la « *liberté de choix* », cache un cadeau à Québec Inc.. En catimini la dette publique augmente pour financer les infrastructures, dépenses hors budget sauf pour leur lent amortissement, au bénéfice du complexe ABC (asphalte-bois-ciment) redevenu, croyez-le on non, propre, propre, propre. Pendant qu'au début des années 2000, cet endettement spécifique augmentait au rythme d'environ deux milliards \$ l'an, il augmente dorénavant d'environ cinq milliards \$ l'an<sup>4</sup>. Par rapport au PQ, les Libéraux ont promis d'augmenter ces dépenses de 1.5 milliard \$ l'an<sup>5</sup>. Si on comptabilise l'ensemble de l'endettement du même type sous la responsabilité du gouvernement du Québec (gouvernement, Hydro-Québec, municipalités, universités) plus celui proprement budgétaire, ceux-ci croissent de plus de dix milliards \$ l'an depuis au moins 2010<sup>6</sup>.

En ses temps mondiaux de vaches maigres et, au Québec et au Canada, de crédit gonflé aux ménages, faute de relance par les exportations nettes, ne reste plus que l'État comme pourvoyeur de fiable demande solvable<sup>7</sup>. Le gouvernement Libéral de l'Ontario, un gouvernement minoritaire en mal il est vrai de difficile réélection ce 12 juin, s'inscrit dans ce courant de relative modération en retardant l'atteinte de l'équilibre budgétaire<sup>8</sup>. À l'autre pôle, on trouve le gouvernement fédéral qui l'a déjà atteint et, entre les deux, le gouvernement québécois. L'hésitation québécoise à suivre le modèle ontarien s'explique par son endettement relatif (par rapport au PIB), le plus élevé des provinces canadiennes<sup>9</sup>, d'où d'ailleurs la remise en cause annoncée du modèle québécois malgré les précautions oratoires du nouveau gouvernement.

## **Où l'oppression nationale se mêle de budget et de dette publics**

Par rapport à la question de l'équilibre budgétaire, les intérêts capitalistes sont une médaille à deux côtés. La bourgeoisie souhaite davantage de dépenses d'infrastructures pour à la fois nourrir les profits et soutenir l'accumulation du capital en améliorant la compétitivité du capital national. Par exemple, la réfection du réseau routier garantit la rentabilité du complexe ABC tout en améliorant la circulation des marchandises car le camionnage en est le premier bénéficiaire tout comme il en est la première source de sa détérioration<sup>10</sup>. Par contre, l'atteinte rapide de l'équilibre budgétaire pour les dépenses courantes (plus l'amortissement des dépenses d'infrastructures) justifie à la fois de réduire la partie socialisée du salaire (services publics et programmes sociaux) et de garantir la capacité de l'État à rembourser sa dette au capital financier sans augmenter les impôts du capital et des hauts salariés ou pire encore (moratoire à la mode argentine ou équatorienne ou même ultimement par l'hyper-inflation ce qui, cependant, est difficilement concevable pour un gouvernement provincial).

Aux yeux du capital, les deux faiblesses du Québec par rapport aux autres provinces (et aux états étasuniens) tiennent aux deux derniers facteurs. La cause immédiate en est le degré supérieur d'organisation sociale progressiste par rapport au reste du Canada et des ÉU, particulièrement le taux de syndicalisation nettement plus élevé<sup>11</sup>. Ce n'est cependant pas un hasard si l'autre nation-province canadienne, Terre-Neuve et Labrador, a un taux presque aussi élevé<sup>12</sup>. La cause fondamentale de ce rapport de force travail-capital plus favorable dans ces deux nations-provinces qu'ailleurs au Canada et aux ÉU se trouve dans leur résistance à l'oppression nationale. Le Québec s'est distingué, lors de la dernière poussée de révolte mondiale, par le Printemps érable, sans compter maints soulèvements historiques dont les deux luttes contre la conscription durant les guerres mondiales et la grève générale du secteur public de 1972 allant jusqu'à l'occupation de deux villes<sup>13</sup>.

Quant à Terre-Neuve et Labrador, dont l'histoire nationale est méconnue, rappelons qu'en 2008 son gouvernement pourtant Conservateur expropriait sans compensation tous les droits sur la forêt et les rivières aux mains d'AbitibiBowater de même que ses trois centrales hydro-électriques. La compagnie venait d'y fermer une usine. À la fin, le gouvernement fédéral se vit obliger à payer la facture au titre du chapitre 11 de l'ALÉNA<sup>14</sup>. Jamais un gouvernement péquiste n'a approché une telle riposte qui s'apparente, paradoxalement, à de l'anticapitalisme. Et on ne trouve aucune revendication de ce niveau dans la plate-forme électorale 2014 de Québec solidaire. Non seulement la proposition de nationalisation des entreprises énergétiques et d'exploitation de ressources naturelles supposent-elles implicitement une compensation mais la direction Solidaire s'est tue sur le sujet lors de la campagne électorale tout comme avant et après celle-ci.

## **La politique électoraliste de la direction Solidaire de *s'adapter* au rapport de forces**

C'est donc dire l'importance cruciale de la lutte, le cas échéant, du secteur public dans la prochaine période. Sur le plan économique, elle concerne près d'un demi-million de personnes, si on additionne les membres du Front commun, de la FIQ (infirmières) et du SPGQ (professionnelles du gouvernement) ce à quoi il faudrait ajouter leurs familles, sur une population totale de huit millions de personnes. Sur le plan politique, la lutte du secteur public est la seule force en mesure de contrer l'austérité tous azimuts des Libéraux, dite politique de la « *rigueur* », pour mettre le Québec au niveau compétitif de la zone ALÉNA. Très conscient de cet enjeu et voulant profité du désarroi de la gauche politique et sociale suite à la défaite cuisante du PQ, le gouvernement Libéral a déclenché une offensive idéologique, presque de charme, à la hauteur de ce qu'était capable le gouvernement Bouchard et à faire honte au matamore gouvernement Charest. Il y a de l'obamisme là-dessous. Le poing de fer dans le gant de velours s'annonce dévastateur.

Avec le PQ neutralisé pour un bon bout de temps, et de toute façon foncièrement d'accord avec

les Libéraux à des nuances d'interventionnisme étatique et d'endettement près, et une agressive CAQ, voulant profité du vide oppositionnel, qui en redemande en coupures tout en s'opposant aux augmentations de dépenses d'infrastructure pour exiger de drastiques et immédiates baisses d'impôt, ne reste plus que Québec solidaire pour défendre la cause syndicale. Après avoir braqué le projecteur sur quatre mesures marginales soulageant la pauvreté, puis corrigé le tir en supprimant de ces quatre mesures « *pour sauver les meubles* » la question des pensions alimentaires pour enfants et celle de l'adoption du Projet de loi sur l'éviction des aînés afin de leur substituer une indéterminée amélioration du financement du logement social et du transport public<sup>15</sup>, Québec solidaire fait l'omerta à propos de l'enjeu des négociations du secteur public tout en se satisfaisant de dénoncer en termes généraux la politique d'austérité des Libéraux.

En matière de politique budgétaire, la direction Solidaire se réclame, au niveau canadien, du gouvernement Libéral de l'Ontario<sup>16</sup> aux prises avec des scandales comparables à ceux des Libéraux québécois<sup>17</sup>, et au niveau mondial, du FMI<sup>18</sup>, membre de la « *troïka* » qui met à genoux la zone euro du Sud et de l'Est et maintenant l'Ukraine<sup>19</sup>. En bonne sociale-libérale, la direction Solidaire, malgré qu'elle soit la conscience environnementale, morale et sociale d'un parlement très à droite, se contente de s'adapter au rapport de forces de l'heure. Les élections terminées, elle range sa plate-forme sur une tablette<sup>20</sup>, sauf pour de rares discours du dimanche, pour improviser au jour-le-jour des prises de position minimalistes. Elle ne voit pas les élections comme *un* moment de la construction du rapport de forces mais comme *le* moment, le reste ne dépendant pas d'elle.

### **Un parti de la rue et une grande alliance pour *changer* le rapport de forces**

La direction Solidaire n'a pas le soucis, comme l'aurait un parti antilibéral de la rue, de souquer ferme dès le lendemain des élections pour transformer le rapport de forces. Plonger dans la torpeur de l'été avec sur le dos une absence de riposte importante à un budget rétrograde ferait encore dégringoler le moral populaire pour la rentrée. Tant les syndiqués municipaux qu'une poignée de déterminés environnementalistes opposés aux oléoducs de Trans-Canada et d'Enbridge, sans compter les syndiqués de Poste Canada et les amis de Radio-Canada, se sont déjà mis en mouvement non sans résultats sur le débat public lesquels provoquent déjà un brin d'hésitation chez les Libéraux et chez Trans-Canada. Le début juin s'annonce comme un moment de convergence entre ces luttes amorcées et le dépôt du budget. Il appartient à Québec solidaire de prendre l'initiative, avec ou sans la collaboration des centrales syndicales et/ou de la Coalition mains rouges, de convoquer à Montréal un grand rassemblement d'opposition au budget, aux coupures et aux oléoducs et pour le soutien aux luttes syndicales du secteur public, y compris ses revendications, et celles aussi syndicales des employés municipaux<sup>21</sup> et de Poste Canada.

Ce pourrait être le coup d'envoi de cette grande alliance dans la rue entre Québec solidaire et le mouvement social comme seul moyen de résister au bulldozer du tandem Harper-Couillard puis de renverser la vapeur. On a besoin de construire cette alliance de la base au sommet. Des forums, colloques et états généraux peuvent certes avoir leur utilité, particulièrement pour construire parallèlement une alliance pan-canadienne contre l'austérité fédérale, ou presque tout est à faire, quelque soit le parti, NPD compris, qui gagnera l'élection de 2015. Mais ces grands sommets peuvent aussi être un piège menant à l'enlèvement bureaucratique sous forme de vastes comités de coordination des grands et petits appareils dont le but réel est de brider les élans de colère qui ne manqueront pas de surgir en faveur de rares grands rassemblements bien contrôlés et sans lendemain.

### **Le levain d'une gauche pour un syndicalisme combatif, pour l'alternative anticapitaliste**

Pour éviter ou minimiser de tels dérapages il est nécessaires d'organiser tant une gauche pour un syndicalisme de combat au sein du mouvement syndical, dont la nouvelle organisation Offensive

syndicale pourrait être la prémisse, qu'une gauche anticapitaliste réellement existante au sein de Québec solidaire<sup>22</sup>. Le défi lutte de classe, si l'on peut dire, demeure d'articuler et de cristalliser les intérêts bien concrets de la base syndicale, qui sont aussi ceux populaires en autant que la démonstration en soit faite contre le discours d'austérité, en termes de pouvoir d'achat pour vivre décemment y compris lors de la retraite, d'emplois stables à des conditions dignes, de services publics de qualité sans liste d'attente indue et sans privatisation et de droits démocratiques d'expression et de décision tant à l'interne que dans la société. De cette tâche d'explication et de clarification dans un cadre de débats décisionnels impliquant la base à chaque instant, il s'agit de dégager un plan d'action et d'organisation pour affronter l'État-employeur.

Si ce premier défi se suffit à lui-même dans un premier temps, le développement de la lutte, disons au niveau de celui du Printemps érable, a tôt fait de poser la question de l'alternative politique. L'austérité néolibérale, manifestation nationale des exigences de la compétitivité capitaliste exacerbée par la globalisation des marchés et de plus en plus par la crise du climat et celle de la biodiversité, a en effet tôt fait d'empêcher tant la généralisation que l'approfondissement des revendications syndicales et populaires. C'est là la tâche complexe de la gauche anticapitaliste, comme levier au sein de Québec solidaire, d'articuler et de populariser un horizon d'indépendance pour exproprier les banques et sauver la langue afin d'atteindre le plein emploi écologique comme fer de lance de la révolution au Canada étant donné que la question nationale québécoise est le maillon faible de la bourgeoisie canadienne.

Marc Bonhomme, 24 mai 2014

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

- 1 Communiqué de presse du 20/05/14 sur la [rentrée parlementaire](#) et celui du 22/05/14 à propos de la [rencontre prébudgétaire avec le ministre Leitão](#).
- 2 Éric Desrosiers, [Canada, au pays du grand écart](#), Le Devoir, 1/05/14 : « *Le Canada est l'un des pays développés où les fruits de la croissance ont été le plus accaparés par les plus riches depuis 30 ans, constate l'OCDE.* »
- 3 Marco Bélair-Cirino, [Le gouvernement maintient la hausse salariale des fonctionnaires](#), Le Devoir, 2/05/14
- 4 Ministère des finances et de l'économie du Québec, [Le point sur la situation économique et financière du Québec](#), automne 2013, tableau D.3. (Il faut prendre la colonne « *immobilisations nettes* » à laquelle il faut ajouter, avant 2009-2010, celle « *investissements nets dans les réseaux* ». Il faut ignorer les prévisions des années 2015 et suivantes qui ne sont que des vœux pieux.)
- 5 Radio-Canada, [Le retour à l'équilibre budgétaire sera plus difficile que prévu](#), Huffington Post - Québec, 25/04/14 : voir la première des 12 promesses des Libéraux
- 6 Ministère des finances et de l'économie du Québec, [Le point sur la situation économique et financière du Québec](#), automne 2013, tableau D.6.
- 7 The Economist, [Canada's economy, Maple, resting on laurels](#), 3/05/14 : L'endettement hypothécaire des ménages y est souligné comme source de fragilité tout comme la faiblesse des investissements privés et la crise manufacturière ontarienne et québécoise. Dans un tel contexte, le Canada « *est maintenant trop agressif au sujet de ses finances publiques* ».
- 8 Antonella Artuso, [L'Ontario dépose un budget qui annonce un déficit de 12,5 milliards \\$ en 2014-2015](#), Journal de Québec, 1/05/14
- 9 Ministère des finances et de l'économie du Québec, [Le point sur la situation économique et financière du Québec](#), automne 2013, graphique D.4
- 10 Des dépenses d'infrastructures visant la conservation et l'efficacité de l'énergie de même que la gratuité des services publics dont le transport collectif, ou même qui s'articulent mal à l'expertise du complexe ABC québécois, attaquent l'accumulation du capital (national), sauf celle marginale de secteurs spécialisés ne faisant pas le poids face aux complexes dominant financier et auto-pétrole-bungalow, plutôt que la favoriser. D'où, pour contrer la « prime de risque » ou même la grève des investissements et la fuite des capitaux qui en découleraient, la nécessité de l'expropriation des banques et du rejet du libre-échange, et corollairement de l'indépendance afin de se doter du pouvoir politique nécessaire, pour mobiliser le financement du plein emploi écologique.
- 11 Alexis Labrosse, [La présence syndicale au Québec en 2012](#), Direction du travail, Ministère du travail du Québec, août 2013 : graphique 1
- 12 Alexis Labrosse, [La présence syndicale au Québec en 2012](#), Direction du travail, Ministère du travail du Québec, août 2013 : page 5
- 13 Radio-Canada, [Tout le monde en parlait, saison 2, épisode 11](#), Tout.tv : À la mi-mai 1972, lors de la mobilisation contre l'emprisonnement des trois chefs syndicaux du Front commun, les grévistes brièvement occupent certains postes de radio dans quatre villes (Thedford Mines, Sept-Îles, Sherbrooke, Sorel) qu'ils mettent en onde et prennent le contrôle de deux villes (Port-Cartier et Baie-Comeau).
- 14 Bertrand Marotte, [Ottawa pays AbitibiBowater \\$130-million for expropriation](#), Globe and Mail, 24/08/10
- 15 On comparera le communiqué de presse du 22/05/14 à propos de la [rencontre prébudgétaire avec le ministre Leitão](#) à celui du 20/05/14 à propos de la [rentrée parlementaire](#).
- 16 Voir les communiqués de presse du 21/05/14 concernant [l'avenir des régimes de retraite municipaux](#) et celui du 14/05/14 concernant [les propositions au ministère des Finances pour le budget 2014-2015](#).
- 17 Philippe Orfali, [La course de Kathleen Wynne](#), Le Devoir, 24/05/14
- 18 Voir les communiqués de presse du 22/05/14 concernant la [rencontre prébudgétaire avec le ministre Leitão](#), celui du 14/05/14 concernant [les propositions au ministère des Finances pour le budget 2014-2015](#), celui du 12/05/14 concernant [les paradis fiscaux](#) et celui du 1/05/14 concernant [Québec solidaire comme seule véritable opposition](#).
- 19 Renaud Vivien, [Ukraine, la nouvelle proie du FMI](#), CADTM, 28/02/14

- 20 La plate-forme électorale, qui contient plusieurs éléments antilibéraux, a été utilisée très sélectivement même durant la campagne électorale. Voir sur mon blogue, [À la stérilité néolibérale répond le vide consensuel Solidaire](#), 23/03/14
- 21 La direction Solidaire a choisi un drôle de moment pour faire adopter à l'unanimité de l'Assemblée nationale, ce qui signale qu'il y a anguille sous roche, une résolution promouvant la décentralisation des pouvoirs au niveau des municipalités sous prétexte de favoriser la participation citoyenne alors que la réalité sera un accroissement du pouvoir des élites locales au détriment de l'État national dans son face-à-face avec l'État fédéral qui ne manquera pas de profiter de la situation budgétaire difficile des pouvoirs locaux pour tirer le tapis sous les pieds du gouvernement du Québec tout comme les grandes entreprises joueront les municipalités et MRC les unes contre les autres pour l'obtention de projets d'investissement. (voir le communiqué de presse du 22/05/14 à propos des [municipalités au service de la population](#).) Vaudrait mieux se casser la tête pour démocratiser notre État national comme jalon institutionnel pour réaliser l'indépendance.
- 22 Il existe bien dans Québec solidaire des « *collectifs* » qui sont soit des groupes propagandistes qui n'y militent pas ou à peine soit des groupes bien intégrés sans aucun esprit critique. En parallèle existe un « *Réseau écosocialiste* » qui se dit lié à Québec solidaire mais qui n'intervient pas dans le parti comme organisation. Quasi en dormance, ce réseau ruine la signification subversive du vocable « *écosocialisme* » tout comme l'a fait le modéré parti Vert durant la période électorale.